

## UBERPOP ou le mur de Berlin français



Le gouvernement vient d'interdire l'application Uberpop, qui permet de faire du covoiturage dans Paris. Il s'agit bien entendu de plaire aux chauffeurs de taxi qui, pour la énième fois, prennent les Parisiens en otage de leur corporatisme.

Avec Éric  
Verhaeghe

Ce lamentable épisode ne peut qu'inspirer quatre commentaires brûlants.

### **La défense des rentes se traduit tôt ou tard par une violation des libertés publiques**

La France est un pays bloqué par ses rentiers. Face aux ruptures technologiques, l'obsession de ces rentiers de défendre leur modèle ancien exige des mesures de plus en plus liberticides. Les chauffeurs de taxi entravent la liberté de circulation pour se faire entendre. Ils exigent du gouvernement une interdiction d'applications numériques. Mais jusqu'où ira ce refus de voir le monde changer?

J'imagine que très prochainement tous les rentiers de ce pays descendront dans la rue pour interdire une application mobile mettant en cause leur activité. Le gouvernement irait plus vite en interdisant Internet et en annonçant un traité de coopération économique avec l'Albanie et la Corée du Nord.

Comment ne pas songer à Louis XVI qui embastillait périodiquement les philosophes des Lumières pour endiguer le changement?

### **Le gouvernement nage une fois de plus en pleine contradiction populiste**

Au moment où Emmanuel Macron entreprend de libérer l'économie en déréglementant un grand nombre de professions, la reculade sur Uberpop envoie une fois de plus un signal inquiétant sur le divorce entre la parole politique et les actes.

Désormais, les start-uper savent qu'ils sont à la merci d'une protestation d'on ne sait quelle profession qui décide que la concurrence qu'ils leur adressent doit être disqualifiée par la force.

Cette situation est aberrante. Elle illustre le populisme qui inspire nos politiques depuis trop longtemps, et qui tue ce régime.

---

## **Il est temps d'expliquer que la France doit s'adapter au monde**

La seule politique défendable aujourd'hui n'est pas de construire un mur de Berlin autour de l'économie française, pour nous couper de la réalité, ni de maintenir tous nos rentiers dans l'illusion que, pour ménager leurs intérêts et leur susceptibilité, le pouvoir va étouffer tout ce qui leur nuit. La seule politique démocratique est de dire la vérité: le monde change, des technologies apparaissent qui changent la vie, qui l'optimisent (quatre personnes par voiture polluent moins qu'une seule), qui l'améliorent (le coût du transport va baisser). C'est aux rentiers de s'adapter, pas aux innovateurs!

Monsieur le Président, nous n'avons qu'un mot à la bouche: de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace!

## **Réglons la question de la retraite des chauffeurs de taxi**

L'acuité avec laquelle les taxis défendent leur monopole a une explication simple, et très française. Au lieu de mettre en place une véritable épargne retraite, les chauffeurs de taxi ont détourné le système de la licence. Le nombre limité de licences permet en effet de faire monter les prix. Une licence de chauffeur se vend à Paris 235.000 euros. Oui! vous avez bien entendu...

Forcément, ceux qui se sont saignés toute leur vie pour acheter cette licence n'ont pas envie, au moment du départ à la retraite, de s'apercevoir qu'ils ont « cotisé pour rien ».

Il faut donc d'urgence annoncer une mesure permettant à ces chauffeurs de transformer, pendant une période donnée, leur licence en contrat d'épargne retraite.